

Projet de délibération - Conseil d'administration - Séance du 14 décembre 2018
Approbation de lancement et de la signature de marchés publics

Fondements juridiques :

- Les livres II et IV du Code de la sécurité intérieure ;
- Article L712-2 et L712-3 du code de l'éducation ;
- Délibération n°2017-47 portant délégation de pouvoir du Conseil d'administration à la Présidente de l'Université
- Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Contexte de la délibération :

Par délibération susvisée, le Conseil d'administration a délégué à la Présidente de l'Université le pouvoir d'approuver les marchés de fournitures et services d'un montant inférieur ou égal à 500 000 € HT.

Il est envisagé de lancer et d'intégrer des marchés, d'un montant potentiellement supérieur à 500 000 € HT, nécessitant dès lors une approbation préalable du Conseil d'administration.

Expression du besoin / Prestations attendues :

1 - Maintenance des sources centrales

L'article L712-2 du code de l'éducation dispose que la présidente de l'université est responsable de la sécurité dans l'enceinte de son établissement. Elle doit veiller à ce que les locaux, installations techniques et équipements soient maintenus et exploités en conformité avec les dispositions prévues par le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique applicables au type de bâtiment concerné.

A ce titre, il incombe d'assurer la maintenance préventive et la maintenance curative des sources centrales au sein de l'université. En effet, les sources centrales garantissent une alimentation électrique stable et sécurisée afin de maintenir la continuité du service public durant les coupures du réseau électrique dans les conditions optimales.

Il convient donc de lancer une consultation en vue de l'attribution d'un marché public sur ce segment.

Les caractéristiques essentielles du marché public sont :

- Il s'agit d'un accord cadre de fournitures et services ;
- Procédure en accord cadre mono-attributaire à bons de commande ;
- Durée : 1 an reconductible 1 fois 3 ans ;
- Montant prévisionnel : sans minimum ni maximum

Les critères relatifs à l'attribution du marché public sont les suivants :

Critères et sous-critères	pondération
Prix des prestations	40%
Valeur technique : <ul style="list-style-type: none"> ○ Sous-critère n°1 : méthodologie ; organisation détaillée d'intervention pour respecter les délais notamment ; traçabilité ; suivi de la qualité ○ Sous-critère n°2 : moyens humains et matériels spécifiques mis en œuvre pour ce marché public 	50%
Performances environnementales : Démarche environnementale du candidat dans le cadre de l'exécution des prestations et de son organisation interne	10%

2 - Prestations de blanchisserie

Aux termes de l'article R.4321-4 du code du Travail, « l'employeur met à la disposition des travailleurs, en tant que de besoin, les équipements de protection individuelle appropriés et, lorsque le caractère particulièrement insalubre ou salissant des travaux l'exige, les vêtements de travail appropriés. Il veille à leur utilisation effective. »

L'article R.4323-95 du code du travail dispose que « les équipements de protection individuelle et les vêtements de travail mentionnés à l'article R. 4321-4 sont fournis gratuitement par l'employeur qui assure leur bon fonctionnement et leur maintien dans un état hygiénique satisfaisant par les entretiens, réparations et remplacements nécessaires »

Enfin, l'article L.4122-2 du code du travail précise que « les mesures prises en matière de santé et de sécurité au travail ne doivent entraîner aucune charge financière pour les travailleurs. »

Des consultations réservées uniquement aux ESAT/EA, portant sur l'entretien des vêtements de travail ont été lancées en mai 2017, puis en mai 2018. Cependant, elles ont été déclarées infructueuses en l'absence de soumissionnaires correspondant aux entreprises visées.

Aussi, il est proposé aux membres du conseil d'ouvrir la concurrence à tous les opérateurs économiques susceptibles d'effectuer ces prestations.

Les caractéristiques essentielles du marché public sont :

- Il s'agit d'un accord cadre de fournitures et services ;
- Procédure en accord cadre mono-attributaire à bons de commande ;
- Durée : 1 an reconductible 1 fois 3 ans ;
- Montant prévisionnel : sans minimum ni maximum annuel.

Les critères relatifs à l'attribution du marché public sont les suivants :

Critères et sous-critères	pondération
Prix des prestations	35%
Valeur technique : <ul style="list-style-type: none"> ○ Sous-critère n°1 : qualité de traitement du linge ○ Sous-critère n°2 : moyens humains et logistiques mis à disposition pour exécuter les prestations 	55%
Dispositions environnementales :	10%

3 - Fourniture d'objets publicitaires

Un marché en groupement de commandes est en cours sur ce segment d'achat et se termine le 4 février 2019. Le périmètre de l'accord-cadre soumis à l'approbation du Conseil d'Administration n'évolue pas par rapport au marché actuel.

La consultation est portée par l'université Jean Monnet de Saint Etienne et regroupe les 4 universités du site. Elle se compose de 2 lots :

- Lot 1 : Objets publicitaires courants et high-tech
- Lot 2 : Objets publicitaires textiles

Etat des dépenses en € HT

	2015	2016	2017
Lot 1	50 065 €	34 645 €	42 855 €
Lot 2	24 402 €	18 169 €	20 337 €

Caractéristiques essentielles du marché public à conclure :

- Il s'agit d'un marché de fournitures ;
- Procédure en accord cadre mono-attributaire à bon de commandes
- Date prévisionnelle de notification : 05 février 2019
- Durée : 1 an reconductible 3 fois par période successive d'un an
- Montant prévisionnel : le marché est conclu sans minimum ni maximum
- Les critères de choix pour l'analyse des offres sont les suivants :
 - o **Prix des prestations (50 %)**
 - o **Qualité de la prestation (50 %)**
 - Performance et ergonomie des produits, qualité du marquage, originalité des échantillons (50 %)
 - Délai de livraison, approvisionnement et conseil (30 %)
 - Qualité et diversité des références proposées dans le catalogue/site en ligne (10 %)
 - Nombre de références en éco-produit proposées dans le catalogue/site en ligne (10%)

4 - Fourniture de denrées alimentaires, de vaisselle jetable et de petits équipements électroménagers

Les besoins en denrées alimentaires et en vaisselles jetables faisaient l'objet d'un lot 2 dans le cadre du marché relatif aux fournitures administratives. Pour plus de cohérence et pour permettre une plus large concurrence, il a été décidé de lancer 2 accords-cadres différents pour répondre à ces besoins : un accord-cadre concernant les fournitures administratives (notifié le 09/07/2018) et un accord-cadre relatif aux denrées alimentaires, à la vaisselle jetable et aux petits équipements électroménagers.

Cette consultation est portée par l'université Lyon 2 et regroupe les universités de Lyon 1, Lyon 3 et l'INSA de Lyon. Le périmètre de l'accord-cadre comprend 2 lots

- Lot 1 : Fourniture et livraison de denrées alimentaires et de vaisselles jetables
- Lot 2 : Fourniture et livraison de petits équipements électroménagers (bouilloire, machine à café, micro-onde, réfrigérateur)

Etat des dépenses en € HT

	2015	2016	2017
Lot 1	16 320 €	20 330 €	30 498 €
Lot 2	12 317 €	13 170 €	3 613 €

Caractéristiques essentielles du marché public à conclure :

- Il s'agit d'un marché de fournitures ;
- Procédure en accord cadre mono-attributaire à bon de commandes
- Date prévisionnelle de notification : mars 2019
- Durée : 1 an reconductible 3 fois par période successive d'un an
- Montant prévisionnel : le marché est conclu sans minimum ni maximum
- Les critères de choix pour l'analyse des offres sont les suivants :

Lot 1	Lot 2
Critère 1 : Prix des prestations - 60 %	Critère 1 : Prix des prestations - 55 %
Critère 2 : Délai de livraison - 10 %	Critère 2 : Délais - 10 %
Critère 3 : Qualité de service - 15 %	Critère 3 : Qualité de service - 20 %
Critère 4 : Performance en matière de protection de l'environnement - 15 %	Critère 4 : Performance en matière de protection de l'environnement - 15 %